

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2205. – NOTARIAT**

---

AVENANT N° 3 DU 20 SEPTEMBRE 2018  
À L'ACCORD DU 9 SEPTEMBRE 2015 RELATIF AU RÉGIME COLLECTIF  
ET OBLIGATOIRE DE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1851181M  
IDCC : 2205

---

Entre :

CSN ;

SNN,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

SNCTN CFE-CGC ;

FGCEN FO ;

FSE CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le régime collectif et obligatoire de complémentaire frais de santé du notariat mis en place par l'accord de branche du 9 septembre 2015 (titre I<sup>er</sup>) qui recommande l'APGIS pour assurer cette couverture (titre II) s'étant révélé déficitaire, les partenaires sociaux réunis en CPPNI ont rouvert une négociation pour organiser son redressement dans les meilleures conditions possibles et assurer sa pérennisation.

Ils ont ainsi décidé, d'une part, de faire évoluer les garanties définies à l'article 5 de l'accord pour les optimiser et, d'autre part, de mettre en conformité la liste des bénéficiaires du régime avec le dispositif de protection universelle maladie (PUMA) institué par la loi de financement de sécurité sociale pour 2016.

Dans un souci de transparence, en application de l'article 11 de l'accord relatif au suivi du contrat conclu avec l'organisme recommandé, ils ont également voulu procéder à un nouvel appel d'offres dans les conditions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale et du décret du n° 2015-13 du 8 janvier 2015.

Ceci étant exposé, les parties ont convenu et arrêté ce qui suit :

## Article 1<sup>er</sup>

Les articles 3.1.2, 3.3.3 et 3.3.4 de l'accord de branche du 9 septembre 2015 précité sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

### « 3.1.2. Ayants droit

Les ayants droit du salarié, tels que définis ci-après (le régime de base s'entendant du régime de sécurité sociale auquel est affilié le salarié) :

- le conjoint ni divorcé ni séparé de corps, à charge du salarié au sens du régime de base, ou dans le cas contraire en mesure de prouver l'absence d'activité professionnelle et l'absence de perception d'aucun revenu d'activité ou de remplacement par la fourniture du dernier avis d'imposition ;
- la personne liée au salarié par un pacte civil de solidarité, à sa charge au sens du régime de base, ou dans le cas contraire en mesure de prouver l'absence d'activité professionnelle et l'absence de perception d'aucun revenu d'activité ou de remplacement par la fourniture du dernier avis d'imposition ;
- le concubin du salarié à sa charge au sens du régime de base, ou dans le cas contraire en mesure de prouver l'absence d'activité professionnelle et l'absence de perception d'aucun revenu d'activité ou de remplacement par la fourniture du dernier avis d'imposition et d'une attestation sur l'honneur de concubinage ;
- les enfants à charge du salarié au sens du régime de base ;
- les enfants du salarié âgés de moins de 28 ans, poursuivant des études secondaires ou supérieures dans un établissement ou organisme reconnu par l'éducation nationale et le ministère du travail (jusqu'au 31 décembre de leur 28<sup>e</sup> anniversaire) ;
- les enfants du salarié âgés de moins de 28 ans sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, sous réserve de ne pas bénéficier de par ce contrat d'une couverture frais de santé à titre obligatoire (jusqu'au 31 décembre de leur 28<sup>e</sup> anniversaire) ;
- les enfants du salarié âgés de moins de 28 ans à la recherche d'un premier emploi en sortie d'études, pendant une durée maximale de 1 an (jusqu'au 31 décembre de leur 28<sup>e</sup> anniversaire) ;
- les enfants du salarié reconnus handicapés avant l'âge de 28 ans et titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles, et bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ;
- les personnes à charge fiscale du salarié.

### 3.3.3. Ayants droit de l'ancien salarié

Les ayants droit de l'ancien salarié tel que visé à l'article 3.3.1 ci-dessus, lui-même affilié à titre facultatif :

- le conjoint ni divorcé ni séparé de corps ;
- la personne signataire d'un pacte civil de solidarité ;
- le concubin de l'ancien salarié, sous réserve d'attestation sur l'honneur de l'affilié ;
- les enfants âgés de moins de 28 ans, poursuivant des études secondaires ou supérieures dans un établissement ou organisme reconnu par l'éducation nationale et le ministère du travail (jusqu'au 31 décembre de leur 28<sup>e</sup> anniversaire) ;
- les enfants de l'ancien salarié âgés de moins de 28 ans sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (jusqu'au 31 décembre de leur 28<sup>e</sup> anniversaire) ;
- les enfants de l'ancien salarié âgés de moins de 28 ans à la recherche d'un premier emploi en sortie d'étude, pendant une durée maximale de 1 an (jusqu'au 31 décembre de leur 28<sup>e</sup> anniversaire) ;
- les enfants de l'ancien salarié reconnus handicapés avant l'âge de 28 ans et titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles, et bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ;
- les personnes à charge fiscale de l'ancien salarié.

#### 3.3.4. Autres bénéficiaires à titre facultatif

- les ayants droit du salarié décédé, pendant une durée de 12 mois à compter du décès, et au-delà de cette période s'ils ne se remarient pas ou ne concluent pas de pacte civil de solidarité, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois suivant le décès ;
- les ayants droit de l'ancien salarié au sens de l'article 3.3.1 ci-dessus, décédé, sans limitation de durée, sous réserve que les intéressés aient été affiliés au régime à la date du décès de l'ancien salarié et qu'ils en fassent la demande dans les 6 mois suivant le décès ;
- les enfants handicapés du salarié décédé sans limitation de durée, titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles, et bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, sous réserve qu'ils aient été affiliés au régime. »

#### **Article 2**

Le tableau des garanties de l'article 5 de l'accord de branche du 9 septembre 2015 précité, dans sa rédaction issue de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 2 du 19 octobre 2017, est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

*(Voir tableau pages suivantes.)*

Poste		Remboursements Base <sup>1</sup> + Complémentaire
Soins courants	Consultation Généraliste	100% BR <sup>2</sup>
	Consultation Spécialiste	
	• OPTAM-OPTAM CO <sup>3</sup>	230% BR
	• Hors OPTAM-OPTAM CO	200% BR
	Auxiliaires médicaux	100% BR
	Actes de spécialité	100% BR
	Analyses	100% BR
	Radiologie	
Pharmacie	• OPTAM-OPTAM CO	150% BR
	• Hors OPTAM-OPTAM CO	100% BR
	Transport	100% BR
	Consultation Ostéopathie et autres médecines douces <sup>4</sup>	40 € / séance limité à 3 séances / an / bénéficiaire
	Pharmacie Vignette blanche	100% BR
	Pharmacie Vignette bleue	100% BR
	Pharmacie Vignette orange	15% BR
	Contraception	50 € / an / bénéficiaire
Prothèses	Vaccins anti grippe	100% FR <sup>5</sup>
	Prothèses auditives adultes par appareil	100% BR + 1 178 €
	Prothèses auditives enfants par appareil (enfant de moins de 20 ans)	100% BR + 1000 €
	Prothèses capillaires et mammaires	100% BR + 400 €
	Petit appareillage	100% BR + 31 €
	Orthopédie – Podologie	100% BR
	Gros appareillage	100% BR
Dentaire	Soins dentaires	100% BR
	Inlays-Onlays	150% BR
	Prothèses dentaires acceptées	
	• Dent visible	500 % BR
	• Dent non visible	350 % BR
	Orthodontie acceptée	450 % BR
	Implantologie	500 € / implant (hors prothèse garantie par ailleurs)
	Parodontologie non remboursée	200 € / an / bénéficiaire

<sup>1</sup> La Base s'entendant du régime de Sécurité sociale auquel est affilié le bénéficiaire, le (ou les) contrat(s) d'assurance maladie complémentaire obligatoire le cas échéant, ainsi que l'action sociale de la CRPCEN le cas échéant

<sup>2</sup> BR : base de remboursement

<sup>3</sup> OPTAM : option pratique tarifaire maîtrisée/OPTAM-CO : option pratique tarifaire maîtrisée chirurgie et obstétrique

<sup>4</sup> Chiropractie, étiopathie, sophrologie, ergothérapie, acupuncture, psychomotricité, psychothérapie, diététicien, pédicurie

<sup>5</sup> FR : frais réels

Poste		Remboursements Base + Complémentaire
Optique	Un équipement tous les 2 ans de date à date (période ramenée à un an en cas de changement de correction et pour les enfants) <sup>6</sup>	Les remboursements respectent les minima et les plafonds prévus par les articles L. 911-7 et D. 911-1 et L. 871-1, R. 871-1 et R. 871-2 du Code de la Sécurité sociale dans leur rédaction en vigueur à la date de conclusion du présent accord
	Monture adulte	115 €
	Verres adulte	500% BR + 150 € / verre
	Monture enfant	100 €
	Verres enfants	190% BR + 140 € / verre
	Lentilles remboursées	300% BR + 230 € / an
	Lentilles non remboursées	170 € / an
	Kératectomie	600 € / œil
	Implant oculaire	600 € / œil
Hospitalisation médicale	Frais de séjour	100% BR
	Honoraires médicaux (y compris participation « actes lourds »)	100% BR
	Forfait journalier	100 % FR
	Chambre particulière médicale	54 € / jour
	Frais d'accompagnement	31 € / jour
Hospitalisation chirurgicale	Frais de séjour	100% BR
	Honoraires chirurgicaux (y compris participation « actes lourds »)	
	• OPTAM-OPTAM CO	220% BR
	• Hors OPTAM-OPTAM CO	200% BR
	Forfait journalier	100 % FR
Autres	Chambre particulière chirurgicale	54 € / jour
	Frais d'accompagnement	31 € / jour
	Cures	
	• Honoraires	100% BR
	• Voyage / Hébergement	
	Frais d'obsèques	1 525 €
	Maternité	Idem prestations maladie
	Ensemble des actes de prévention pris en charge (L.871-1 du Code de la sécurité sociale)	100% BR

<sup>6</sup> Pour les assurés présentant un déficit de vision de près et un déficit de vision de loin, et ne pouvant ou ne souhaitant pas porter de verres progressifs ou multifocaux, les garanties des contrats couvrent une prise en charge de deux équipements sur une période de 2 ans corrigeant chacun un des deux déficits mentionnés ci-dessus

### **Article 3**

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Il sera rendu public et versé dans une base de données nationale, en application des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Il sera déposé conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail et sera porté à la connaissance des employeurs et des salariés par sa mise en ligne sur le portail REAL, intranet de la profession, chaque employeur conservant la preuve de sa diffusion à tous les membres du personnel, par tout moyen.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 20 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)